

L'URSS, pays du socialisme ?

L'Union soviétique est issue de l'insurrection victorieuse des ouvriers russes, appuyés sur les masses paysannes, en Octobre 1917. Sur son territoire, le capitalisme a été aboli, la propriété privée des usines et de la terre supprimée. Les usines appartiennent à l'État, la terre est nationalisée et cultivée par des fermes collectives, les kolkhozes ou par des fermes d'État, les sovkhoses. Le commerce extérieur est le monopole de l'État. L'économie tout entière, au lieu d'être livrée à l'anarchie des lois aveugles du capitalisme, qui provoquent périodiquement le chômage et les crises, et engendrent inévitablement la guerre, est régie par un plan d'État.

L'ensemble de ces faits constitue un progrès immense par rapport au capitalisme, et fait de l'Union Soviétique un État ouvrier. C'est pourquoi les capitalistes du monde entier n'ont cessé de former des plans pour l'abattre. C'est pourquoi les travailleurs du monde entier doivent la défendre contre l'impérialisme.

Le socialisme n'est pas réalisé en URSS

Le socialisme, c'est la société sans classes, sans différenciation sociale entre les hommes, en un mot c'est l'égalité de tous dans la jouissance des biens produits par le travail humain. Le socialisme suppose l'abondance, ce rêve des millénaires, que le développement des forces productives, les découvertes scientifiques et techniques, rendent aujourd'hui réalisable à l'échelle mondiale. Mais l'abondance, la satisfaction de tous les besoins, ne peuvent être réalisées que dans le cadre d'une économie planifiée s'étendant au monde entier, et non dans celui d'un seul pays. A plus forte raison dans le cadre d'un pays arriéré, telle qu'était la Russie de 1920 émergeant de la barbarie tsariste.

Là où il n'y a pas assez pour tout le monde, ceux qui ont le pouvoir s'approprient la meilleure part, et réduisent les masses à la portion congrue.

A partir de 1923, mettant à profit la stabilisation momentanée du capitalisme dans le reste du monde, et la lassitude des masses russes, après des années de famine et de guerre civile, une minorité privilégiée s'empara du pouvoir en URSS. Regroupée derrière Staline, elle défait l'opposition prolétarienne dirigée par Trotsky, monopolisa le pouvoir, supprima la démocratie ouvrière dans les soviets, et transforma le parti bolchévik créé par Lénine en un instrument docile pour la défense de ses privilèges.

Développement de l'inégalité

Le directeur d'usine, le haut fonctionnaire, le président du kolkhoze le technicien, qui gagnent 5 000, 10 000 roubles par mois ou davantage, tandis que le manœuvre gagne 300 à 500 roubles ; qui dispose d'une voiture mise gratuitement à sa disposition, tandis que le manœuvre moscovite va souvent à pied, car le métro est trop cher ; qui, malade, est soigné dans les meilleurs hôpitaux, passe des vacances gratuites sur la riviéra soviétique ; qui jouit gratuitement d'un appartement luxueux, tandis que les ouvriers s'entassent à 5, 6 ou 8 par pièce ; dont la femme emploie un bonne pour tenir son ménage, possède aspirateur, frigidaire, machine à laver, poste de télévision ; dont les enfants vont à l'Université, tandis que ceux de l'ouvrier, depuis que le salaire des étudiants a été supprimé et le système des bourses rétabli, doivent se contenter de l'enseignement primaire, et dans le meilleur des cas de 2 ou 3 ans de cours professionnels. Ce sont ces hommes qui constituent en URSS une caste privilégiée qui domine politiquement l'URSS.

La nouvelle aristocratie n'a pu défendre ses privilèges monstrueux contre les masses travailleuses qu'en supprimant toute liberté, en faisant régner la terreur, en ouvrant les prisons et les camps de concentration aux opposants, finalement en faisant périr presque toute la génération révolutionnaire d'octobre au cours de gigantesques épurations, couronnées par la falsification judiciaire des procès de Moscou.

Le « socialisme dans un seul pays », le capitalisme ailleurs

Contrairement à tous les enseignements de Marx et de Lénine, comme à ses propres dires antérieurs, Staline proclama en 1924 la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Pour les nouveaux privilégiés de l'URSS, le « socialisme » est réalisé, au moins pour eux ; ils n'ont nul besoin de nouvelles révolutions. Ils en ont au contraire une peur mortelle. Car ils savent que c'est seulement le reflux de la révolution mondiale qui leur a permis d'asseoir leur domination en URSS ; et que la nouvelle vague révolutionnaire qui déferle aujourd'hui sous nos yeux prépare leur renversement par les masses soviétiques.

« Le grand organisateur de la défaite »

La liste des révolutions manquées par la faute de la politique stalinienne est trop longue pour que nous puissions faire plus que d'en énumérer les principales.

En 1927, Staline imposa au PC chinois de se subordonner au Kuo-Min-Tang de Tchang-Kaï-Chek, conduisant la deuxième révolution chinoise à sa perte. En 1932-33, il poussa le PC allemand à refuser tout front unique avec la social-démocratie, baptisée pour la circonstance « social-fasciste » et ennemi principal, contre les nazis. Sous prétexte de « front unique à la base », les communistes allemands s'allièrent même aux nazis contre les sociaux démocrates. Cette politique permit à Hitler d'accéder au pouvoir.

En juin 36, la classe ouvrière française se mobilisa dans un combat grandiose contre la bourgeoisie. Mais Staline avait signé un pacte franco-soviétique avec Laval. Aussi Thorez proclama-t-il qu'il fallait « *savoir terminer une grève* », et il sacrifia l'action révolutionnaire des travailleurs à son alliance avec les bourgeois radicaux — avec Daladier, déjà : « *Tout n'est pas possible* » avait dit Thorez ; quand la classe ouvrière, découragée par la trahison de ses chefs, reflua, Daladier se chargea de prouver aux travailleurs, aux militants communistes en tout premier lieu, que beaucoup de choses devenaient possibles pour la bourgeoisie.

Plus criminelle encore fut la politique de Staline à l'égard de la révolution espagnole. L'URSS participa d'abord à la comédie criminelle de la « non intervention » avec Blum et Chamberlain, tandis qu'Hitler et Mussolini ravitaillaient massivement Franco ; puis Staline livra aux antifascistes des armes au compte-goutte, imposant en échange l'application sa politique : l'abandon des conquêtes ouvrières, la restauration de la république bourgeoise d'Azana-Negrin, l'interdiction de porter atteinte à la propriété capitaliste, enfin l'assassinat par milliers de militants révolutionnaires espagnols. Cette politique permit au bourreau du peuple espagnol d'accéder au trône qu'il occupe encore.

Du pacte Hitler-Staline à la « grande alliance » de Yalta

Lorsque Molotov eut signé avec Ribbentrop un pacte « *scellé dans le sang de nos deux peuples* », suivant la propre expression du ministre des affaires étrangères de l'URSS, la presse stalinienne baptisa la guerre d'Hitler « *guerre des peuples pauvres contre des*

ploutocraties occidentales ». Lorsque Hitler ayant attaqué l'URSS, Staline devint l'allié de Roosevelt et Churchill, il rebaptisa aussitôt « *guerre de la démocratie* » la guerre de l'impérialisme anglo-saxon contre l'impérialisme allemand. A Yalta, les trois grands se partageant le monde, Staline s'engageant à employer les partis communistes pour remettre en selle le capitalisme en Europe. Il y parvint en France, en Italie, en Belgique, désarmant les milices ouvrières, prêchant le « produire d'abord », dénonçant les grèves. La révolution yougoslave vainquit malgré lui, Tito refusant de se subordonner au roi Pierre. La révolution chinoise vainquit malgré Staline, qui voulait que Mao s'entendit avec Chiang-Kai-Chek.

Mais quelle que fut la bonne volonté contre-révolutionnaire de Staline, l'impérialisme en pouvait s'entendre durablement avec un État dont l'économie planifiée échappe au marché capitaliste. Dès que, avec l'aide du Kremlin, le capitalisme fut tant bien que mal replâtré en Europe Occidentale, l'impérialisme déchaîna la guerre froide, et commença à préparer la guerre chaude.

La crise du régime bureaucratique

Le régime bureaucratique en URSS s'est instauré sur un double équilibre : équilibre entre les classes à l'échelle mondiale, équilibre entre le prolétariat socialiste et les forces réactionnaires en URSS. Ce double équilibre se détruit chaque jour davantage sous nos yeux.

En URSS même le développement économique rend insupportable la tutelle bureaucratique aux ouvriers, dont le nombre et culture se sont énormément accrus grâce à l'industrialisation. La gestion bureaucratique, par en haut, de l'économie, devient un frein d'autant plus intolérable que le niveau de la production et de la technique s'élève.

Sur l'arène internationale, le Kremlin, dans sa recherche d'un compromis, de la « coexistence pacifique, » avec l'impérialisme, voit les bases d'une telle négociation lui échapper.

En Europe même, les travailleurs d'Allemagne Orientale ont engagé le 17 juin (1953, NDLR) la lutte pour la démocratie socialiste. Cette lutte a eu de profonds échos dans toute l'Europe Orientale, et jusqu'en URSS même. *La Vérité* a rapporté la grève de 250 000 détenus du camp de concentration de Vorkhuta, en juillet 1953.

Le développement historique, sur l'arène mondiale comme en URSS même, met à l'ordre du jour le programme trotskyste d'une révolution politique en URSS ; d'une révolution qui brisera le pouvoir politique et les privilèges de la bureaucratie, et restaurera la démocratie soviétique ; qui soumettra l'économie planifiée au contrôle de la masse des producteurs, qui mettra fin au rôle contre-révolutionnaire du Kremlin sur l'arène mondiale, et permettra à l'URSS de reprendre sa place dans les rangs de la révolution socialiste mondiale.

Gérard Bloch
La Vérité n°336, 14-27 mai 1954